

DIRECTEUR de
la PURIFICATION

Elise LANGUIN

bimensuel

Numéro 15

7 novembre 1975

Prix : 2 francs

Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

n°104 1694
CEDOC
FONS
A. VILADOT

LA VERITE

DES REVOLUTIONNAIRES



Organe de l'O.C.I. - FRACTION LIGUE INTERNATIONALE
DE RECONSTRUCTION DE LA IVème INTERNATIONALE

Imprimerie
spéciale de
l'éditeur

CORRESPONDANCE

B.P. n° 10/10

75462 Paris cedex 10

TARIF ABONNEMENT

1 an 40 F

6 mois 20 F

C.C.P. VILLA 33.851.13 LA SOURCE

Après leur 1^e congrès, les J.O.R. organisent les jeunes pour fonder l'Inter nationale Révolutionnaire de la Jeunesse, le 27 DEC. 1975 à Berlin... TOUS A BERLIN!

La bataille pour Berlin a commencé. Sur les bases de leurs interventions dans les usines, comme organisation, les Jeunesse Ouvrières Révolutionnaires ont tenu leur premier Congrès. Après avoir réaffirmé les objectifs des Jeunesse Ouvrières Révolutionnaires (J.O.R.) pour le rassemblement de Berlin, la transformation des J.O.R. en organisation qui mobilise et organise en masse la jeunesse des usines, pour construire l'Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse (I.R.J.), les débats se centreront sur la mise en place des moyens nécessaires pouvant impulser et développer cette bataille.

Les dernières déclarations des ministres du gouvernement

CE GOUVERNEMENT attaque les libertés démocratiques
organise le chômage massif
soutient le fascisme international

LIRE EN p.3 : COMMENT
L'OCI-FRACTION LIGUE INTERNATIONALE
COMBAT POUR LA PREPARER.

IL FAUT L'ABATTRE PAR LA GREVE GENERALE !

ment Giscard montrent que loin de s'atténuer les attaques de la bourgeoisie contre la jeunesse ouvrière vont s'intensifier considérablement dans les semaines à venir. Les licenciements massifs, le chômage technique, les provocations de type fasciste contre les piquets et comités de grève dans les usines, montrent l'ampleur et l'ardeur avec laquelle le gouvernement Giscard attaque les travailleurs et les jeunes.

Le 1er Congrès a affirmé que partie prenante de la lutte pour les Etats Unis Socialistes d'Europe, les J.O.R. préparent la révolution européenne et organisent dans leurs luttes, massi-

(lire suite page 2)



Les bandes franquistes veulent liquider l'avant-garde emprisonnée en Espagne! ORGANISONS LE BOYCOTT DU FRANQUISME JUSQU'A SA CHUTE !

Franco est à la mort. Les bourgeoisies d'Europe et du monde respirent au rythme de son pouls malade. Il faudra longtemps avant que quelqu'un ose annoncer officiellement la mort du dernier des grands bouciers de la génération des années 30. C'est que la mort du dictateur sénile accélère considérablement le processus de décomposition de l'Etat bourgeois, qui n'a jamais su préparer l'"après-franquisme".

Alors que les masses opprimées ne veulent plus

être gouvernées comme avant, la mort de Franco supprime le ciment entre les différentes cliques de la bourgeoisie: "en haut", on ne peut plus gouverner comme avant. Le spectre du Portugal hante les esprits de tous les dignitaires. Mais le fascisme ne se limite pas à "Franco et sa clique", n'en déplaît aux partisans d'une chimérique "République". Et la disparition de Franco ne signifie pas la disparition du franquisme. Franco n'est pas un monstre surgé de nulle part et apparu par hasard dans l'histoire, il n'a toujours été que l'exécuteur de la volonté de

l'ensemble de la bourgeoisie. Aujourd'hui, la bourgeoisie peur de ce qui va se passer demain. La seule solution qu'elle a trouvée pour tenter d'assurer son pouvoir, est l'extermination de tous les militants, de tous les cadres de la révolution future. C'est ce que préparent déjà les multiples condamnations à mort. C'est ce que la mobilisation internationale de la classe ouvrière a arrêté après les cinq premières exécutions. Mais la mort de Franco ne signifie pas la fin des exécutions. Elle crée un vide

beant et pousse la bourgeoisie espagnole à aller encore plus loin. Les organisations fascistes parlent d'exterminer tous les prisonniers politiques le jour de la mort officielle de Franco; elles s'attaquent déjà aux personnalités connues pour des sympathies avec la gauche, aux parents des militants connus comme le mère de Txiki.

La révolution russe a pu tenir grâce au refus des dockers, en particulier anglais, de charger les bateaux de la contre-révolution. De même, la révolution espagnole a besoin de l'ensemble de la classe ouvrière internationale.

Il ne suffit plus de manifester et de brûler les ambassades, c'est bien à l'image des dockers anglais d'1920, le boycott du franquisme qu'il faut organiser. Pas un bateau, pas un train, pas une arme pour le régime franquiste.

Protection des militants espagnols pourchassés par la police de Franco jusqu'à l'au-delà des frontières. Organisation par la classe ouvrière internationale de l'appui et de l'aide à la classe ouvrière espagnole. Hemeroteca General CEDOC J.L. LAURENT

vemment les jeunes travailleurs pour construire l'IRJ.

Le combat des JOR pour imposer l'échelle mobile des heures de travail contre le chômage, pour unifier dans cette lutte jeunes travailleurs et chômeurs a pour but d'abattre le gouvernement Giscard. Aux côtés de l'UCI-Fraction LIRQI, les JOR se tournent vers les jeunes travailleurs de la métallurgie, bastion de la classe ouvrière, pour déclencher et organiser la Grève Générale, pour un Gouvernement Ouvrier et Paysan.

Au moment où la dictature franquiste agonisante frappe et tente d'assommer la révolution en Espagne, le gouvernement Giscard tend les bras à Franco, comme il tend les bras à la dictature de Pinochet. Abattre le gouvernement Giscard, en développant dans le cadre de cette bataille la construction des JOR, et organisant par certains les jeunes ouvriers pour Berlin, est le meilleur soutien aux travailleurs d'Espagne qui ont contre eux les piquets de la réaction internationale. Ainsi, la lutte pour imposer le boycott de la dictature franquiste jusqu'à sa chute constitue une arme puissante pour les Etats Unis Socialistes d'Europe, pour organiser en masse les jeunes pour l'IRJ. L'attitude de l'appareil du Kremlin et de ses vassaux nationaux (PCF, PCP, PCI, etc.) après avoir avancé verbalement le mot d'ordre du boycott, ils l'ont aujourd'hui totalement abandonné, au même temps où la bureaucratie stalinienne n'a pas rompu elle-même ses liens économiques avec le franquisme.

Cette intervention dans les usines, sous le signe d'en finir à l'échelle de toute l'Europe avec le chômage, pour dresser la jeunesse ouvrière contre les gouvernements du chômage, en construisant l'IRJ, met au centre de cette activité le mot d'ordre que nous avançons face au chômage: l'échelle mobile des heures de travail.

A Renault, à Usinor, à Chauvain, dans la métallurgie, avec le Comité de préparation, les JOR préparent une journée internationale d'action pour unifier les jeunes travailleurs d'Espagne, du Portugal et de France dans les principaux bastions de la classe ouvrière pour la révolution socialiste, pour l'IRJ. La plate-forme internationale d'action contre le chômage constitue le fer de lance de la bataille pour Berlin: pour rassembler dans les usines les forces de la victoire.

Dès maintenant, les JOR contre l'appareil stalinien, proposent une conférence des Cercles des JOR de Renault, pour constituer un secteur Renault des JOR, afin de lancer la campagne pour Berlin à l'échelle de toute la métallurgie, le 23 Novembre à Billancourt.

Dans les usines, vers les syndicats, les organisations de jeunes, dans les ateliers, à la sortie des usines, et dans les Foyers de Jeunes Travailleurs, la discussion autour de cette plate-forme d'action, autour du 6 et 7 Décembre pour cristalliser les forces de l'IRJ, doit commencer en premier lieu, par la diffusion massive et la discussion d'"OFFENSIVE". L'organe des JOR,

Poursuivons la campagne pour la libération des emprisonnés Politiques dans les pays de l'est: commission d'enquête du mouvement ouvrier international

La bureaucratie du Kremlin est obligée de frapper les opposants de gauche des pays de l'Est, pour éviter ce que coûte l'affrontement avec la classe ouvrière, qui après les riches expériences de 1968 en Tchécoslovaquie, 1970 en Pologne, sera d'une violence jamais connue dans le passé.

Les attaques chaque jour plus importantes de la bureaucratie contre les travailleurs en URSS, conséquence de la faillite économique à laquelle mène la politique de privilégiés de cette caste parasitaire, conduiront à une mobilisation de masse la classe ouvrière.

L'internement de Plioutch, la déportation de Yakir, de Krassine, la préparation de procès importants, ont les mêmes buts que les crimes de la dictature franquiste contre les travailleurs espagnols: reculer le plus loin possible l'échéance: le début de la révolution européenne.

Ces tentatives de la bureaucratie stalinienne de retourner à l'époque de la liquidation massive des militants bolcheviques, ont le même but que cette dernière: préparer la rentrée massive des capitaux de l'imperialisme, liquider les conquêtes socialistes de la révolution d'Octobre, détruire physiquement ainsi une partie de la classe ouvrière et de la jeunesse.

C'est dans ce cadre et dans la continuité du combat du Comité International que la Ligue Internationale combat pour une commission internationale et ouvrière d'enquête pour faire la lumière sur les prisons, les camps, les hôpitaux psychiatriques dans les pays de l'Est.

Avec ses sections dans les pays de l'Est, la Ligue Internationale mène le combat pour unifier les tra-

vailleurs de l'Est et de l'Ouest, pour la révolution politique.

C'est dans ce combat que l'OCI a, par le passé, gagné à la IVème Internationale, notre camarade Michel Varga, un des dirigeants de la révolution des conseils ouvriers de Hongrie en 1956, dont s'est commémoré le 7 Novembre le 13ème anniversaire. C'est dans ce combat qu'ont été construites les organisations trotskystes de Hongrie, de Pologne, de Yougoslavie, de Tchécoslovaquie.

Ce combat abondé par la direction Lambert-Just depuis leur capitulation en 1972, trouve comme obstacle cette même direction qui, tout en accusant verbalement l'appareil stalinien, frappe aux portes du MEETING pour la libération de PLIOUTCH, nos militants du P.O.R.E. (Espagne), des sections des pays de l'Est, de l'OCI-Fraction LIRQI, avec un service d'ordre (Lacaze, Malape, Beauvert et Cie) dont le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il n'a rien de révolutionnaire.

Alors que nos camarades du PORE sont torturés en Espagne par la dictature franquiste, Lambert-Just prennent le flambeau en agressant en France les militants de la même organisation, avec une hystérie que ne peut envier la police franquiste.

Tous les militants de l'OCI et de l'AJS doivent rejoindre le combat pour la commission d'enquête sur les emprisonnés politiques dans les pays de l'Est; renouant avec leur passé de militants, ils doivent rejoindre la lutte que mène la Ligue Internationale avec ses sections des pays de l'Est, pour unifier, par la fusion de la révolution politique et de la révolution sociale, les travailleurs pour les Etats Unis Socialistes d'Europe.

ANTONIN

pour que la VÉRITÉ DES REVOLUTIONNAIRES soit hebdomadaire!



SOUSSCRIVEZ
ABONNEZ VOUS

LA VÉRITÉ DES REVOLUTIONNAIRES

(suite de la page 5)

ment une conférence nationale n'a aucun pouvoir, mais de plus elle n'a jamais eu lieu ! Au 19ème Congrès, en 1974, la direction de l'OCI enterrer définitivement cette discussion: dans le rapport préparatoire à ce Congrès, Lambert présente le texte qu'il a rédigé en Juillet 72 affirmant que le C.I. a «éclaté», comme la IXème thèse du 17ème Congrès, c'est-à-dire comme une thèse discutée par le Congrès en 71 et adoptée par lui, ce qui est un comble! Cartes, depuis lors, de nombreux militants ont accepté le cadre bureaucratique imposé par Lambert. Mais pas tous, et en premier lieu ceux qui ont rejoint la Fraction. Pour éviter cette discussion, la direction de l'OCI a dû recourir à la calomnie et la violence contre nous. Deux faits démontrent qu'ils ne sont pas encore arrivés à "normaliser" l'OCI:

I) l'escalade des agressions contre la Fraction: depuis Juillet 73, on compte 17 agressions dans les locaux de l'AJS à Paris, à Lyon, dans des meetings publics à Creil, à Paris, sur les marchés (15ème et 9ème), à la Cité Internationale, à Billancourt, dans des manifestations. La plupart ont eu des témoins qui ont parfois été blessés (deux militants de L.O. sur le marché du 9ème, trois de la LCR à la manifestation unitaire du II Juin 75 pour la libération des prisonniers politiques en Espagne).

Les plus graves ont été l'agression au meeting UNEF-UGT à la Sorbonne le 24 Janvier 75, où des photos de nos camarades (dont des réfugiés espagnols) ont été prises.

Puis la manifestation unitaire du II Juin 1975 qui fut mise en danger par cette agression car elle encourageait une provocation recherchée par les CRS massés devant le cortège ; Et ensuite la dernière au meeting pour la libération de Léonid Plioutch, souillé par de telles attaques.

2) Le deuxième élément est que jamais la direction de l'OCI n'a reconnu ni revendiqué de telles agressions. Au contraire, après chaque agression de sa part, un article de Informations Ouvrières rappelle les attaques des staliniens contre le trotskyisme et prétend que de même nature sont les prises de position dénonçant les agressions commises par elle-même: "des calomnies contre l'OCI".

Si cette direction était si sûre de son bon droit, pourquoi ne défend-elle pas ces agressions comme légitimes ? Pourquoi les membres du service d'ordre qui cognent sont toujours les mêmes, des membres de la direction ? Que sont devenus les membres du service d'ordre qui à Creil le 20 Janvier 74, ont refusé de cogner au meeting Lénine alors que Chissery et Landron, membres du Bureau Politique les avaient amenés pour cela ?

En préparant le Congrès Trotskyste Extraordinaire de l'OCI, nous mènerons jusqu'au bout notre bataille pour la clarification ultime dans l'OCI; l'ultime prolétarienne de l'OCI devra alors choisir: pour ou contre la reconstruction de la IVème Internationale.

Claude Loussiane

(SUITE DE LA PAGE 4)

contre les manœuvres politiques et organisationnelles opportunistes, contre le centrisme. La Fraction de la Ligue Internationale de l'OCI montre la voie à suivre. Il est temps de se grouper sur la base des principes de la révolution prolétarienne, même si les membres de l'OCI engageant cette bataille ne sont pas d'accord avec la Ligue Internationale sur tous les points. Au Portugal et en Espagne, la révolution européenne cherche concrètement sa voie. Tous les problèmes de fond, tous les principes de la révolution et de son parti se posent donc au tranchant du couteau. C'est pour cette raison que l'oppor-

tunisme de la direction de l'OCI par rapport à ces principes, par rapport à la IVème Internationale, opportuniste dont elle a déjà suffisamment donné la preuve, se trouve le mieux exposé dans ces pays. Il est urgent d'engager le combat. Le temps est la matière première la plus précieuse en politique, nous a enseigné Trotsky. Il est nécessaire de l'utiliser immédiatement. Aujourd'hui, c'est le Portugal, c'est l'Espagne. Demain, la révolution européenne atteindra la France !

Michel Varga

Je verse:

NOM: -----

Prénom: -----

adresse: -----

----- au CCP VIII 3385II3 La Source.

Biblio. La Vérité des révolutionnaires
CEDOC
B.P N° 10/10
75462 PARIS CEDEX 7

EN DEFENSE DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE : chassons la calomnie et la violence hors du mouvement ouvrier !

La Vérité des Révolutionnaires - Page 5

La semaine dernière, nous avons signalé la lâche agression dont ont été victimes plusieurs militants de l'OCI-Fraction LIRQI, dont Anne Clément (9 points de suture à la tête), J.L. Laurent du Bureau CGT-PTT de l'Oise, Bruno Lesfargues du B.D. CGT-Enfance Inadaptée Val d'Oise, et d'autres militants du POR d'Espagne, de la LRS de Hongrie, de

la LOR de Pologne. Un communiqué commun signé par F.Villa (OCI-Fraction LIRQI) et Alain Krivine (LCR) a stigmatisé cette agression et a appelé à la Commission d'enquête sur les calomnies contre M. Varga et la LIRQI, calomnies qui sont le prétexte de cette agression, perpétrée par la direction de l'OCI. (ce communiqué est publié dans "La IVème Internationale" N°19).

ONT CONDAMNE CETTE AGGRESSION :

- les organisations suivantes:

LCR, LO, Ecole Emancipée, FEN 75, les sections locales CFDT de l'hôpital de Beaumont/Oise, de l'IMPRO de Neuilly St Front, du SNPF de l'Aisne,
- et aussi:

25 ouvriers de Flins syndiqués CGT et CFDT, de nombreux psychiatres, éducateurs, infirmiers, assistantes sociales de Gennevilliers, Clermont, Beaumont/oise, de l'Aisne, etc...

- Parmi les signataires de l'appel en faveur de Pliouch, les personnalités contactées suivantes:

Laurent Schwartz, président du Comité des Mathématiciens pour la libération de Pliouch, Fanny Shapira, Jacques Shapira, Jacques Kruh, de l'Institut de Pathologie Moléculaire, Brunschwig, Depaquit, V. Leduc, R. Dazy, membre du Comité du 5 Janvier, et tous ceux qui soutiennent la formation de la commission d'enquête sur les calomnies contre Michel Varga.

Dans la commission d'enquête sur les calomnies avancées contre Michel VARGA : LA LIGUE INTERNATIONALE n'acceptera pas les manœuvres

contre la reconstruction de la 4^e Internationale!

A la réunion du 30 Octobre 1975, un accord est apparu entre certains participants. Aucune organisation qui reprend à son compte les calomnies de Pierre Lambert et Stéphane Just contre Michel Varga et la Ligue Internationale ne peut siéger à la Commission: sa place est au banc des accusateurs qui devront se présenter devant la Commission et apporter leurs prétendues "preuves". Ainsi la Spartacist League qui a repris dans son journal aux USA les accusations de la direction de l'OCI (se limitant, plus prudente que cette dernière, à celle d'agent de la CIA... peut-être...) se trouvait mise devant ses responsabilités.

Mais à la réunion du 6 Novembre, on a pu assister à un curieux revirement de la part de deux organisations: la Ligue Communiste Révolutionnaire et Lutte Ouvrière. Sous prétexte de préserver la "neutralité" de la Commission d'enquête, ces organisations ont prétendu que l'OCI-Fraction Ligue Internationale et la Ligue Internationale de Reconstruction de la IVème Internationale elles-mêmes ne pouvaient y participer. Comment la LCR et LO peuvent-elles concilier leur position selon laquelle les prétendues preuves apportées jusqu'ici par la direction de l'OCI (notamment la brochure verte intitulée "Provocation contre la IVème Internationale") sont nulles et utilisées pour couvrir les agressions perpétrées par cette direction, et en même temps, prétendre que la Ligue Internationale ne peut participer à cette Commission ? La Ligue Internationale est la première intéressée par ces prétendues "preuves" que P. Lambert et S. Just "possèdent" !

Le revirement de la LCR a été particulièrement spectaculaire: d'une semaine à l'autre, elle a renié sa position; il lui a même fallu pour cela changer sa représentante à la Commission ! En réalité, sous prétexte de démocratie ouvrière, il s'agit de plus en plus clairement pour la LCR, comme le démontre aussi un article publié dans "Rouge" N°320, d'utiliser la Commission d'enquête non pour démasquer ceux qui salissent le nom de la IVème Internationale par leurs calomnies et leurs agressions, mais contre la reconstruction de la IVème Internationale. Non pas contre la direction de l'OCI qui utilise de telles méthodes, mais contre l'OCI toute entière, en tant qu'organisation trotskiste. C'est ainsi que dans le communiqué commun OCI-Fraction LIRQI - LCR du 27.10.75, Krivine avait voulu mettre à la place d'"agression par la direction de l'OCI": "agression par l'OCI", ce que nous avons évidemment refusé.

Non seulement, nous ne nous prêterons pas à de telles manœuvres, mais nous ne leur laisserons pas le loisir de calomnier l'OCI, aidant la direction actuelle de celle-ci dans son entreprise de destruction de l'organisation qui a été le moteur de la reconstruction de la IVème Internationale.

Pour cela, nos camarades participant à la Commission ont refusé de siéger à la même table que ces organisations, sur cette base-là. Nous poursuivons la lutte pour que la Commission enquête contre les calomnies et les provocations, et non contre notre organisation. Sur cette base, la seule honnête, la Commission d'enquête poursuivra ses travaux.

POUR UNE LIBRE DISCUSSION DANS LES RANGS DE L'OCI !

Il faut en finir avec les agressions !

Beaucoup d'ouvriers, de jeunes, d'étudiants nous demandent parfois avec étonnement pourquoi, alors que la plupart de nos militants sont exclus de l'OCI, alors que les agressions contre nous se multiplient, nous continuons "de nous réclamer de l'OCI". Tout serait tellement plus simple si nous fondions une nouvelle organisation !

Il faut rappeler que depuis l'apparition des divergences entre la direction actuelle de l'OCI et les militants de la Fraction, jamais la discussion n'a pu se développer librement dans l'OCI. Pour cela, ce serait une capitulation que d'accepter ces exclusions bureaucratiques.

La divergence de fond porte sur la méthode de reconstruction de la IVème Internationale: le 17ème Congrès de l'OCI en 1971 avait clairement fixé que c'est à partir d'un centre international, le Comité International, que ce combat pouvait être poursuivi. En Juillet 1972, la direction déclare unilatéralement ce centre "éclaté" et lui substitue le "Comité d'Organisation".

Certes, une direction peut être amenée à prendre des décisions sans consulter l'organisation; mais une

orientation décidée par un congrès ne peut être révisée que par un autre congrès. Or, le 18ème Congrès de l'OCI a lieu en Janvier 1973. AUCUNE DISCUSSION SUR L'INTERNATIONALE N'EST PREVUE A SON ORDRE DU JOUR.

Le délégué Boudine s'élève contre cette entorse aux principes de l'OCI. Lambert lui répond qu'il n'y a pas assez de temps dans ce congrès, mais qu'une Conférence discutera en Mars 1973 précisément de ce sujet. Non seule-

LISEZ TRUTH

TRUTH
P.O. BOX 2099
901 LAKE STREET
OAK PARK, IL 60306

Journal de l'Organisation Trotskyste des U.S.A

Il est significatif que jusqu'ici, la Tendance Spartacist Internationale n'a repris (récemment) qu'aux Etats Unis les calomnies contre notre camarade M. Varga.

En effet, son organisation américaine, la Spartacist League, qui végète depuis 12 ans à la remorque du SWP américain (membre du SU de Mandel-Krivine) n'a jamais engagé aucun combat pour organiser la classe ouvrière des USA, se contentant de critiquer les autres organisations, attendant de happen un militant déçu par ci par là. Au moment où la direction de l'OCI a engagé sa campagne de calomnies contre Michel Varga, ces gens-là ont imaginé que nous nous prêterions, à condition "qu'ils nous soutiennent" contre Pierre Lambert, à un bloc sans principes contre l'OCI toute entière, et contre la reconstruction de la IVème Internationale !

La réponse de la Ligue a

été la fondation de l'Organisation Trotskyste des USA qui a engagé immédiatement le combat dans les usines pour la reconstruction de la IVème Internationale aux USA (voir dans "La IVème Internationale" N°19). La spartacist League a alors du réduire à sa plus simple expression toute sa politique: la calomnie policière contre nos camarades américains. Aujourd'hui, la Spartacist League tente de rassembler dans un bloc sans principe les organisations intéressées non pas à détruire des méthodes indignes du mouvement ouvrier, mais tous ceux qui militent pour la reconstruction de la IVème Internationale; elle prétend pour cela utiliser la Commission d'enquête ! Ces gens ne peuvent se nourrir que de la calomnie comme la vermine se nourrit d'une plaie purulente. "Bon appetit, messieurs!", la classe ouvrière ne s'assiéra pas à votre table !

ont participé à la commission d'enquête

- La L.C.R.
- Lutte Ouvrière

- La Workers Socialist League (G.B.)
- Le Spartacus Bund (RFA)
- Le Groupe Bolchévik-léniniste (Italie)
- Les Socialistes de gauche Hongrois
- Un militant du S.N.P.F.
- Un ouvrier de Renault-Flins.

La Commission d'enquête est soutenue par:

SOUTIENNENT LA FORMATION DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE

- 25 ouvriers de Flins
- Laurent Schwartz, président du Comité des Mathématiciens pour la libération de L.Pliouch
- D. Lambert et J.J. de Félice, avocats, tous deux membres de la Ligue des Droits de l'homme.
- Koupernick, psychiatre
- Vallier, Vincent
- Jankelevitch, Thomas, professeurs à la Sorbonne

IL FAUT PRÉPARER LA GREVE GÉNÉRALE : LE COMBAT DE L'OCI FRATION LIGUE INTERNATIONALE !

1- UNE "RELANCE DE L'ACTION REVENDICATIVE" ?

Dans les derniers jours, une importante agitation commence à se développer dans les usines. Après les mouvements d'USINOR, CHAUSSON, etc... Chez RENAULT les arrêts de travail, meetings et assemblées se sont succédés pendant les dernières semaines. Les travailleurs du Garage de Limoges, les O.S. de Douai, les caristes de Cléon, plusieurs départements de Billancourt (dont l'atelier 14), ont commencé la mobilisation.

Le 5 Novembre, des dizaines de milliers d'ouvriers métallurgistes ont débrayé à l'appel de la CGT et de la CFDT, lors de cette nouvelle "journée d'action". Dans le secteur public (PAT, RATP) des mouvements de grèves s'amorcent.

Georges SEGUY déclare : "l'action revendicative est dans une nouvelle phase ascendante".

En réalité, il y a beaucoup plus. Il est nécessaire de saisir la véritable signification de tous ces mouvements dans l'actuelle situation politique. Cela est indispensable pour préciser davantage l'orientation politique et les objectifs de lutte que notre fraction doit avancer.

Dans le numéro de notre journal du 25 Août, dressant un bilan de l'année de luttes ouvrières de l'année, nous disions quant aux perspectives qui s'ouvriraient à la rentrée : "en France, les éléments d'une crise révolutionnaire se dessinent clairement. Le Gouvernement Giscard débranlé par la mobilisation ouvrière, est obligé d'approfondir ses attaques contre les conditions de vie des travailleurs. Le prolétariat, fort des expériences de lutte précédentes, se prépare à l'offensive". (La Vérité des Révolutionnaires N°11)

Qu'en est-il? Depuis la rentrée il n'y a pas eu de grandes mobilisations ouvrières de l'ampleur de la grève des PAT ou de RENAULT de l'année dernière. Il serait pourtant faux d'en déduire un manque de combattivité des travailleurs, ou encore un certain ralentissement de la lutte des classes.

Tout au contraire, depuis la rentrée les facteurs d'un affrontement politique global des masses ouvrières contre le pouvoir ne cessent de s'accumuler, le signe d'une situation pré-révolutionnaire qui tend rapidement à devenir révolutionnaire d'apparition.

Avec le "plan de relance" de Giscard, la bourgeoisie acculée par la crise, tente de porter beaucoup plus loin ses attaques contre la classe ouvrière et contre sa jeunesse. Le nombre de chômeurs dépasse le cap du million et demi. Les plans patronaux de licenciements sont à l'ordre du jour partout : tentative de privatisation progressive de RENAULT, démantèlement du textile, sidérurgie, etc... La hausse des prix se poursuit à bon train.

La détermination du gouvernement d'imposer par la force ses plans aux ouvriers est claire. "Patronat", revue du CNPF se plaint des hausses de salaires qui conduisent à la "dégénération des marchés des entreprises". CEYRAC dit au nom des patrons : "si nos charges sont accrues, que ce soit l'augmentation des salaires ou des charges sociales, nous devrons faire face à une si situation intolérable". Le gouvernement agit en conséquence. Les CRS de Poniatowski interviennent contre les grévistes d'AIE FRANCE, du Livre. Les atteintes aux libertés syndicales se multiplient. CHIRAC rend publique

une circulaire dans laquelle le gouvernement s'engage à intervenir judiciairement et policièrement contre les "réunions politiques dans les entreprises" ou contre les "réunions syndicales qui se transformeront en politiques".

Mais, il serait faux aussi d'en tirer la conclusion que le Gouvernement a repris l'initiative dans la lutte au prolétariat. En réalité, Giscard ne tente autre chose que de se maintenir à l'Elysée.

La classe ouvrière n'a subi aucune défaite. Même si des luttes décisives comme celle de RENAULT, qui a fait s'affronter pendant 9 semaines les ouvriers de la Régie au Gouvernement, n'ont pas abouti, celui-ci n'a pas réussi à mettre les travailleurs à genoux. Leur combattivité reste intacte. Le pouvoir le sait. De même qu'il sait que ses mesures anti-ouvrières vont provoquer un affrontement vers lequel s'achemine inévitablement le mécontentement des masses.

2- LA CRISE DE LA BOURGEOISIE ET L'APPAREIL STALINIEN.

Les déchirures politiques dans les partis bourgeois, au sein même de la majorité giscardienne sont la preuve de l'instabilité du gouvernement. Les luttes partisanes entre l'UDR et les RI, les affrontements entre Giscard et Chaban traduisent la profonde division de la bourgeoisie et l'incapacité de la Vème République de Giscard de faire face à la situation par ses propres moyens.

Le seul soutien réel du Gouvernement c'est la passivité et la complicité ouverte des partis staliniens et réformistes, du PCF et du PS. L'un et l'autre ont répondu au plan de relance de Giscard par des propositions pour une "véritable relance". Face à la combattivité ouvrière, les appareils syndicaux n'ont avancé que des "journées de luttes" (23 Septembre, 4 Octobre, 5 Novembre), des "grèves tourmentées" échelonnées sur le plus grand nombre possible de jours et secteurs (PAT). Cette politique des partis du "Programme Commun" va à l'encontre de la profonde volonté ouvrière d'engager une bataille d'ensemble contre le Gouvernement.

C'est encore SEGUY qui déclare : "la perspective d'une coordination de l'action des secteurs publics et nationalisés a été évoquée à notre Commission Exécutive (...) Nous ne sommes pas favorables à une centralisation précoce qui serait prématurée..." (L'HUMANITE, 8/11/75).

Les choses sont claires. L'appareil staliniens met tout en œuvre pour empêcher une centralisation quelconque de la classe ouvrière. La grève générale, comme seul moyen d'unir l'ensemble des travailleurs autour de leurs revendications, pour abattre Giscard est pourtant à l'ordre du jour.

L'activité effrénée du PCF dans les dernières semaines n'est qu'une expression déformée de l'approche d'une explosion ouvrière que l'appareil pressent et redoute. "L'offensive des libertés" autour d'une tentative de revalorisation de "Programme Commun" aux yeux des ouvriers, se couple avec une activité systématiquement dirigée vers le morcellement des luttes. Il s'agit pour lui d'une tentative de retarder l'explosion en même temps qu'il prépare à l'encadrer politiquement dans le respect des lois

de la Vème République (il faut attendre jusqu'aux élections!) et de l'Etat bourgeois en général.

Car cette explosion -la bourgeoisie aussi bien que ses lieutenants "ouvriers" le rassentent- dépassera le cadre de l'action revendicative pour se transformer en une mobilisation politique de masse contre le Gouvernement Giscard, pour l'abattre.

A l'heure où au Portugal les travailleurs se mobilisent contre le 6ème Gouvernement réactionnaire de Front Populaire, où la dictature franquiste se décompose au même rythme que le cadavre vivant de Franco, un tel affrontement ouvrierait une crise révolutionnaire en France.

C'est pourquoi, Giscard appelle Marchais et Mitterrand à une coopération plus ouverte, à une "concertation". C'est pourquoi

prolétarien et révolutionnaire. Pire encore, Lambert-Just présent de Lisbonne à Paris les Partis sociaux-démocrates réformistes de SOARES et MITTERAND comme une alternative au stalinisme.

Si les militants de l'OCI ne réalisent pas rapidement et s'ils n'engagent pas la lutte pour chasser cette direction, Lambert et Just feront de l'OCI (de ce qui en restera) le S.O. de l'appareil réformiste. Et on voit ce que ce la pourra donner quand on sait que Lambert soutenu, à travers l'attaque contre "Républica", la tentative du PSP et de la réaction internationale pour liquider les commissions de travailleurs.

Comment lutter, par où commencer?

Notre fraction poursuivra son intervention autour du mot d'or-

Il tente d'éviter par là que le problème central soit posé clairement : contre le chômage et les licenciements. SCHEFFE MOBILE DES HEURES DE TRAVAIL. Ce mot d'ordre centralise toutes les revendications que posent les ouvriers de RENAULT. Il permet d'unir tous les travailleurs de la Régie et de faire leur jonction avec l'ensemble de la classe ouvrière.

Cette lutte doit commencer par la mobilisation pour imposer :

- 250 Frs. d'augmentation des salaires,
- NON à la privatisation de la Régie : pas un seul licenciement par une seule mutation. Extension de la convention collective aux entreprises sous-traitantes.

- Retour aux 40 heures de travail sans perte de salaire,

- Diminution du rythme de travail : décision dans les assemblées du nombre de pièces à produire.

- Réintégration de tous les licenciés.

- Contre toutes les sanctions des militaires syndiqués et des grévistes : réintégration immédiate des 14 de Billancourt.

C'est autour de ces revendications que notre fraction commencera l'agitation et la propagande dans l'usine et dans les syndicats pour préparer des Assemblées d'usine dans la perspective de la grève de la Régie, opposée aux "grèves d'enthousiasme", "grèves perpétuelles", etc. dont les travailleurs ont fait déjà la lourde expérience. C'est sur la base de notre action indépendante de mobilisation que nous exigeons le Front Unique Ouvrier de tous les Partis et syndicats de la Régie autour de ces revendications pour impulsé la lutte.

C'est sur la base de cette action, par laquelle notre fraction s'affrontera immédiatement au PCF, que nous pouvons gagner à nos rangs les ouvriers les plus avancés déployant audacieusement dans la lutte, l'organisation autonome de la jeunesse, les Jeunesse Ouvrières Révolutionnaires (J.O.R.), qui seront le fer de lance de toute notre intervention.

Aujourd'hui RENAULT concentre à nouveau toutes les contradictions de l'affrontement révolutionnaire qui se prépare, tous les problèmes politiques et pratiques auxquels se heurte la classe ouvrière. Et en premier lieu, celui de la construction d'une direction révolutionnaire. Sa construction ne peut contourner ou se faire en dehors de ce combat.

Telle est la lutte que mène notre fraction. Tel est le combat que l'OCI se doit de mener. C'est aux militants de l'OCI, ceux de RENAULT et de toute l'organisation pour qui l'action révolutionnaire ne saurait être "commandée" aux dirigeants traitres du mouvement ouvrier, de l'engager. C'est au cours d'une telle bataille qui les opposera inévitablement à la politique de leur direction, qu'ils pourront comprendre que la lutte pour la construction du Parti révolutionnaire de la classe ouvrière ne peut se mener sous son emprise.

C'est le sens du combat pour un Congrès Trotskyste Extraordinaire de l'O.C.I. que mène notre fraction pour amener les militants trotskystes de l'OCI à rompre avec sa direction liquide. BIBLIOTHEQUE Générale CEDOC, Paris, le 7 Novembre 1975

GÉRARD LAFONT

TRIBUNE POUR LE CONGRÈS TROTSKYSTE EXTRAORDINAIRE DE L'OCI

L'une des caractéristiques de toujours des opportunistes est leur tentative de remplacer la politique de principe par des manœuvres. Depuis des années, la fraction dirigeante de l'O.C.I. avait employé contre nous des basses manœuvres aboutissant aux calomnies, en essayant ainsi d'escamoter les principes. Dès le début, nous leur avons répondu que s'il est possible, pour un temps, de manœuvrer les individus et de jongler avec les idées, personne ne peut réussir - y compris Lambert - à manœuvrer la lutte des classes. Tous les événements de ces dernières années le confirment. Au seuil d'un présumé congrès de l'O.C.I., que Lambert-Just ont hâtivement annoncé pour cette période inhabituelle, tous les membres de cette organisation ressentent à des degrés divers la justesse de cette affirmation. L'un des terrains le plus évident de cette vérification est celui du processus de la révolution européenne concentré au Portugal et en Espagne.

Révolution Européenne ou «Portugaise»

Quel est le bilan de la politique des dirigeants de l'O.C.I. par rapport au Portugal ? Pour la juger, il serait instructif de dresser le tableau complet de leurs contorsions, mais ce n'est même pas nécessaire. En lisant leurs longs articles qui depuis des mois inondent les pages de *Informations Ouvrières*, la première impression pénible qui se dégage est qu'à tout prix ils tendent à cantonner la révolution à l'intérieur du Portugal. Ils fournissent des commentaires, des analyses, des estimations des aspects historiques kilométriques, esquissent leur ligne politique, définissent des mots d'ordre, - mais toujours et invariably dans le cadre strict du Portugal démarqué par ses frontières. C'est en ce sens, en premier lieu, qu'ils remplissent leur rôle politique de secouder les appareils bureaucratiques, principalement celui du Kremlin.

Ebranlés sérieusement par l'approche de la révolution européenne devenue réalité au Portugal, mais y réagissant selon leur nature, les appareils font tout pour cantonner et isoler cette révolution. Ils ne se limitent pas à la présenter, à la traiter et l'analyser comme un phénomène portugais. Evidemment, c'est leur premier souci. Mais de plus, en pratiquant il font tout pour l'isoler. Car ce n'est pas la révolution portugaise en elle-même qui les met au défi. Dans les commissions portugaises des travailleurs et des soldats se profilent déjà les conseils espagnols, français et d'autres. Le premier devoir des trotskystes, qui les distingue de tous les centristes sans parler des bureaucratiques, est de stigmatiser cette politique des staliniens et des réformistes. Politique partagée par "toute la gauche" et, bien sûr, par tous les opportunistes de Hansen jusqu'à Lambert, en passant par Kriwne et Healy. Le véritable enjeu est la révolution européenne qui prend forme au Portugal. La réaction des staliniens et réformistes lorsqu'ils parlent et agissent par rapport au Portugal est déterminée à la fois par leur peur de cette révolution européenne et par leur recherche fébrile

d'une politique à la conjurer. C'est ainsi que s'explique leur tentative de l'isoler, et non pas uniquement en fonction de leur tentative de l'isoler, et non pas uniquement en fonction de leur idéologie politique réactionnaire. Mais la nature de l'appareil stalinien est telle que même sa crise qui s'approfondit actuellement agit dans le sens d'isoler encore plus cette révolution. La révolution européenne frappe à la porte et face à son point culminant au Portugal, cette crise accentue les courants nationalistes et les plus droits de l'appareil international du Kremlin. Les divergences qui rendent de plus en plus difficile la tenue de la conférence des PC témoignent en réalité du refus de Carrillo et de Berlinguer de suivre la voie prise par Cunhal et, par voie de conséquence, accentuent l'isolement de la révolution. Sous une autre forme, le vague regroupement de la social-démocratie (Brandt Kreisky-Palme), d'une part, Soares-Mitterand, de l'autre), sur la base d'une attitude diverse à l'égard de l'appareil stalinien, a le même contenu. En tous état de cause, les efforts pour isoler la révolution au Portugal se culminent dans la recherche intense d'un premier barrage à la révolution en Espagne.

Dans ces jours de répression féroce de la dictature franquiste agonisante, toutes les organisations qui se réclament de la classe ouvrière ont été obligées de mobiliser contre Franco et sa dictature. Mais aucune, je dis bien aucun, n'a lié cette mobilisation au problème décisif de la révolution européenne qui est actuellement celui d'unifier le processus révolutionnaire en Espagne et au Portugal ou, à l'inverse, de les isoler. Que par conséquent, la lutte pour la chute révolutionnaire de Franco est en même temps le problème central de la révolution au Portugal, car étant le pas suivant de la révolution européenne. Mais non ! Lambert-Just, suivant servilement leurs maîtres réformistes et staliniens mènent leur campagne de boycott de Franco, comme une campagne réduite à l'Espagne. D'une part, ils font leurs élucubrations sur l'issue éventuelle du combat au Portugal et d'autre part, ils manifestent contre Franco. Les deux luttes ne se rencontrent pas. Chez Lambert-Just, comme chez les staliniens et réformistes, elles s'annihilent. Ils ne demandent pas que Soares rompe avec l'Espagne franquiste, et ils ne demandent pas, non plus, que leur amis "républicains" espagnols se prononcent sur le Portugal.

Il y a donc deux pays et ainsi, deux révolutions. Face à ces événements de la lutte des classes, Lambert-Just réagissent empiriquement, en développant deux politiques et deux actions, dont une vers le Portugal et une autre vers l'Espagne. En somme, dans chaque pays ils appliquent leur propre politique différentes.

DELIMITATION !

Lambert, Just aux prises avec la réalité politique

par

Michel

VARGA

Quel gouvernement et quelle organisation ?

Les opportunistes ont de la suite dans les idées. C'est paradoxal, mais en séparant le Portugal de l'Espagne, ils ne peuvent que préconiser deux orientations différentes pour ces deux pays. Au Portugal, ils peuvent plus avancer décomme le mot d'ordre "vive la république !". Ils le réservent donc pour l'Espagne : dans ce vaste sac extensible ils pourront mettre ensuite le contenu empirique qui sera dicté à leur emprise par les circonstances. Quant au Portugal si, craignant le ridicule, ils s'abstiennent de combattre pour la "République", dans leurs articles ou prises de position on cherchera en vain toute mention, même innocente, de la dictature du prolétariat. Cela générera "l'unité".

Lambert et Just ont longuement tergiversé. Il fut un temps où ils espéraient réussir en avançant le mot d'ordre de gouvernement PC-PS. Ils ont compris sur le fait qu'en France ce mot d'ordre a pu berner un bon nombre de militants. Or au Portugal la lutte des classes était plus aiguë, elle a à la fois démasqué et pulvérisé cette "unité" du front populaire. Lambert-Just sont restés entre deux chaises sous le banc. Cette situation inconfortable s'est traduite par leur mot d'ordre dans laquelle deux revendications : celle du "gouvernement PC-PS" et aussi celle du "gouvernement Soares" ont co-habité paisiblement. Formulée aussi crûment, cette confusion ne fut que passagère. Les dirigeants de l'OCI étaient très déçus de leur embarras par la victoire électorale de Soares et la naissance de la Constituante. Cette situation leur a permis de s'aligner confortablement sur le respect de la "légitimité" d'autant plus facilement que celle-ci fut le produit - n'est-ce pas ? - du processus révolutionnaire. Venait donc le mot d'ordre "gouvernement Soares" au nom du respect de la démocratie.

Ces changements apparents dans la continuité réelle de l'opportunisme sont les adaptations successives des opportunistes à chaque tournant de la lutte des classes qui détruit leur pitoyables manœuvres précédentes. Les manœuvriers sans principales sont ainsi balayés par les gâfes de la lutte des classes.

Mais empiriques comme tous les opportunistes, Lambert-Just ont découvert, eux aussi, que même le plan gouvernemental la mobilisation des travailleurs et des soldats organisés dans leurs commissions devrait être prise "en considération". Le fruit de cette cogitation se trouve dans leur déclaration, qui n'ont pas hésité de signer au nom d'un certain comité de liaison portugais.

Ils s'y démasquent définitivement, et nous nous félicitons de la réaction critique de la part des membres de l'OCI. Le N° 724 de "Informations Ouvrières" est obligé d'annoncer que "le débat est... ouvert" en invitant "lecteurs et militants à y contribuer". Allons-y donc.

Indépendamment du processus révolutionnaire concret et de ses tourments au Portugal (oui, même au Portugal seulement), l'orientation de Lambert-Just redévoient "un gouvernement du PS et du PCP, qui ont une majorité de députés dans l'Assemblée constituante..." Le raisonnement électoraliste doit sonner de curieuse façon pour tous les membres de l'OCI, même éduqués par leur direction pour l'unité électoral du PC et du PS. Or Lambert-Just découvrent qu'il y a une réalité qui gêne leur orientation, car la Constituante "tend à s'enfoncer dans l'indifférence et le désordre". C'est bien embarrassant...

Mais les dirigeants de l'OCI ne sont pas tombés de la dernière pluie. Même entre le Sylla et le Charybdis de la Constituante décrue et les commissions renforcées des travailleurs et des soldats ils tentent de manœuvrer leur navire bosselé. Et voici que pressé par ces conditions surgit le mot d'ordre "Congrès ouvrier et paysan" dont on n'avait pas entendu parler auparavant. Fort heureusement, car pour les opportunistes Lambert-Just c'est un tel congrès qui devrait réaliser en son sein l'unité du PC et du PS, assisté par les commissions. Aucun bureaucrate stalinien ou réformiste ne reverrait mieux ! Un tel renforcement institutionnalisé de leur influence et de leur pouvoir par les masses travailleuses, voilà qui dépasse l'espérance des bureaucraties portugaises eux-mêmes.

C'est pour cette raison, d'ailleurs, qu'ils ne suivent pas les conseils de Lambert.

Où que faire dans ce contexte avec la Constituante ? Car si pour Lambert-Just le "congrès ouvrier" aura comme tâche d'instaurer le gouvernement PC-PS, investi de cette manière directement par l'autorité des travailleurs dont ces partis eux-mêmes ne revêtent plus, la Constituante existe toujours. Lambert et Just sortent de ce dilemme par leur dernière formule politique. Lisons-la attentivement : "Le Congrès ouvrier et paysan est le levier politique du combat pour le gouvernement Po-PCP... responsable devant la Constituante".

Il devient très clair que de la même manière qu'ils ne parlent jamais du gouvernement ouvrier-paysan, les dirigeants de l'OCI ne peuvent évidemment pas parler autrement du congrès qu'en termes très généraux "ou-

vrier", mais non pas de celles commissions des travailleurs et des soldats, donc de leur centralisation indépendante. Car c'est là où se trouvent les seules sources et formes du gouvernement ouvrier-paysan, celui des conseils ouvriers.

Au moment de la révolution allemande, en 1918-19, ce fut Kautsky qui voulait réaliser la "coexistence pacifique" du parlement et des conseils. En 1917, même Zinoviev était tenté par une telle voie. Aujourd'hui, Lambert et Just se débrouillent cette véritable perle de l'opportunité et l'offrent aux travailleurs portugais. Avec une importante nuance cependant. Dans son temps, Kautsky n'osait pas formuler clairement le rapport éventuel entre le parlement et les conseils, et Zinoviev n'a pas songé à subordonner les conseils au parlement. Les dirigeants opportunistes de l'OCI "améliorent" aussi bien Kautsky que Zinoviev. Sans parler de ce dernier, ils se trouvent bien en-dessous de Kautsky lui-même. Parce qu'alors que Lambert-Just font semblant de ne jamais avoir entendu parler du double pouvoir, Kautsky ne pouvait pas ignorer ce qui se passait devant ses yeux.

A telle orientation répond telle politique bien définie d'organisation. Au cri des dirigeants de l'OCI "vive la république !" en Espagne, correspond leur exaltation de POUM. Leur prétexte "comité de liaison" au Portugal ne peut, lui non plus, que "soumettre à la discussion" le galimatias qui lui sert d'orientation, en œuvrant pour des "comités pour l'unité".

Et si la mention même de l'organisation des conseils, de leur centralisation indépendante, de l'armement du prolétariat a complètement disparu de leur "ligne" (celle-ci bien sinistre), naturellement, la IVème Internationale est totalement absente de leurs préoccupations "portugaise" et "espagnole". Même le fantôme électique de leur Comité d'Organisation reste introuvable avec son "secrétaire européen" (?). Au Portugal il reste un comité pour l'unité, pour l'Espagne il y a bien le POUM ; et chacun "applique sa propre politique".

Les membres de l'OCI ne peuvent plus rester indifférents. "Informations Ouvrière" les invite à discuter. Qu'ils en discutent. Mais il ne suffit pas d'un échange d'idées bien gentil qu'on a tendance à confondre avec une discussion. Une véritable bataille doit s'engager pour la clarification conséquente sur la base de la délimitation marxiste.

Biblioteca de Comunicação, de communication, toutes discussions dignes de débats. Car son enjeu immédiat, ce sont les principes de la IVème Internationale

(lire suite page 2)